

Mouvements de capitaux

MARC VALLIÈRES, *Courtiers et entrepreneurs. Le courtage financier au Québec, 1867-1987*, Québec, Septentrion, 2019, 450 pages

Pierre Fortin

Volume 14, Number 1, Fall 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92330ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fortin, P. (2019). Review of [Mouvements de capitaux / MARC VALLIÈRES, *Courtiers et entrepreneurs. Le courtage financier au Québec, 1867-1987*, Québec, Septentrion, 2019, 450 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 14(1), 9–9.

Mouvements de capitaux

Pierre Fortin

Économiste, professeur émérite de l'UQAM

MARC VALLIÈRES

COURTIERS ET ENTREPRENEURS. LE COURTAGE FINANCIER AU QUÉBEC, 1867-1987

Québec, Septentrion, 2019, 450 pages

Marc Vallières est le plus important historien vivant de l'économie du Québec. Son nouveau livre, *Courtiers et entrepreneurs*, présente l'histoire du courtage financier au Québec de 1867 à 1987. C'est le fruit d'un énorme travail de documentation, d'analyse et d'interprétation. Néanmoins, ça se lit comme un roman. Si la finance vous a toujours ennuyé, mais que vous voulez tout de même en savoir quelque chose, lisez Vallières, vous ne le regretterez pas.

Que font les courtiers? Ils exécutent les commandes d'achat ou de vente des actions et des obligations sur le parquet de la bourse. Ils se regroupent en syndicats financiers pour écouler les actions et obligations nouvellement émises auprès des acheteurs intéressés. Et ils offrent aux personnes et aux institutions des services-conseils en gestion de patrimoine.

Vallières raconte la double épopée qui s'est déroulée au Québec de 1867 à 1987. La première est celle du déplacement progressif du pouvoir financier canadien de Londres à Montréal, puis de Montréal à Toronto. La seconde est l'émergence, tout d'abord lente et ensuite accélérée, des maisons de courtage franco-québécoises et leur appropriation graduelle de la majeure partie de l'activité sur le territoire québécois.

Résumons. Au Canada, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les banques londonniennes cèdent progressivement la place aux financiers canadiens issus de l'élite anglo-montréalaise. La Bourse de Montréal est lancée en 1874. Ce tableau anglophone admet une seule exception, mais toute une: la maison de Louis-Joseph et Rodolphe Forget, qui domine le courtage financier à Montréal à la fin du siècle. La meilleure fiche, mais aussi la seule francophone.

De 1900 à 1930, le nombre de courtiers francophones progresse, mais leurs maisons sont de petite taille, elles n'ont pas l'envergure de celle des Forget. L'expansion boursière est vive, et les excès spéculatifs conduisent à la crise de 1929. En 1925-1930, la Bourse de Montréal règne sur le courtage financier canadien. Le nombre d'actions négociées est de deux à trois fois plus important à Montréal qu'à Toronto; pour les obligations, la domination montréalaise est quasi totale.

Cumulativement, de la fin des années 1920 à la fin des années 1940, le revenu intérieur a crû de 10 % de moins par habitant d'âge actif au Québec qu'en Ontario. Les causes de ce retard du Québec n'ont pas encore été élucidées par les historiens de l'économie. Une conséquence est cependant bien soulignée par Vallières, à savoir que la reprise du courtage financier au sortir de la Grande Dépression et de la Guerre de 1939-1945 est nettement moins prononcée à Montréal qu'à Toronto. À la fin des années 1940, les activités de la Bourse de Montréal ne représentent plus que les deux tiers de celles de la Bourse de Toronto. Le déplacement du pouvoir économique et financier canadien vers Toronto s'accélère, alors qu'aucune des 57 principales entreprises inscrites à la Bourse de Montréal n'est encore sous contrôle francophone. Au sein des syndicats financiers, la seule maison de courtage francophone qui fait partie du peloton de tête est celle de Louis de Gaspé Beaubien.

Vallières raconte la double épopée qui s'est déroulée au Québec de 1867 à 1987. La première est celle du déplacement progressif du pouvoir financier canadien de Londres à Montréal, puis de Montréal à Toronto. La seconde est l'émergence, [...] des maisons de courtage franco-québécoises et leur appropriation graduelle de la majeure partie de l'activité sur le territoire québécois.

Un revirement de tendance se produit toutefois de 1945 à 1960: les maisons francophones L. G. Beaubien, René T. Leclerc et J. E. Laflamme sont majoritaires parmi les cinq principaux leaders des syndicats financiers au Québec. Non seulement de plus en plus de maisons anglophones déplacent leurs activités vers Toronto, mais les francophones, quant à elles, manifestent une habileté accrue à écrémer le marché intérieur du Québec. Étoile filante notable, le courtier et entrepreneur Jean-Louis Lévesque acquiert la société d'assurances L'Industrielle en 1950, puis L. G. Beaubien en 1963.

La croissance du courtage se poursuit de 1960 à 1987. La double épopée décrite par Vallières s'achève. Le pouvoir financier canadien est massivement concentré à Toronto en même temps que les maisons franco-québécoises se sont approprié la majeure partie des affaires au Québec.

La Bourse de Montréal continue à perdre du terrain par rapport à la Bourse de Toronto malgré l'introduction des actions accréditées



en 1972 et, surtout, du Régime d'épargne actions en 1979. Le RÉA mousse l'intérêt des épargnants dans les actions d'entreprises québécoises et procure une aide au démarrage ou à l'expansion de plusieurs d'entre elles. Mais tout compte fait, en 1985-1988 l'activité boursière à Montréal n'équivaut plus qu'à 25 % de l'activité à Toronto. Montréal se spécialise dans les nouveaux produits financiers et finira par fusionner avec Toronto pour former le Groupe TMX en 2008.

Du côté des syndicats financiers, de 1960 à 1987 les maisons de courtage francophones continuent de renforcer leur présence à la direction des syndicats financiers qui distribuent les émissions, en forte expansion, du gouvernement du Québec et d'Hydro-Québec. Les maisons anglo-montréalaises complètent leur émigration à Toronto et réduisent leur participation aux émissions du Québec. De 1973 à 1987, le gouvernement et Hydro réussissent à contourner ce repli en effectuant les trois quarts de leurs emprunts à la Caisse de dépôt et à l'étranger. En fin de période, le décloisonnement financier permet aux banques à charte canadiennes d'acquérir les plus grandes maisons de courtage, ce qui tend à marginaliser les petites.

La question de la propriété étrangère du courtage financier finit par se poser au début des années 1970. Toronto limite le contrôle étranger (principalement américain) à 25 % de toute firme de courtage faisant affaire en Ontario. Initialement, le Québec montre plus d'ouverture à la propriété étrangère, mais il finit par harmoniser ses règles avec celles de l'Ontario et des autres provinces.

Le livre se termine sur une énumération des principaux défis contemporains de l'industrie: l'ascension fulgurante des acheteurs institutionnels, le développement des services-conseils, la révolution technologique, la nécessité d'un encadrement réglementaire serré, la protection contre les délits et les dérives éthiques, la formation et la recherche universitaires, et la coexistence de la langue internationale des affaires – l'anglais – dans un milieu de langue et de culture française comme le nôtre. ♦